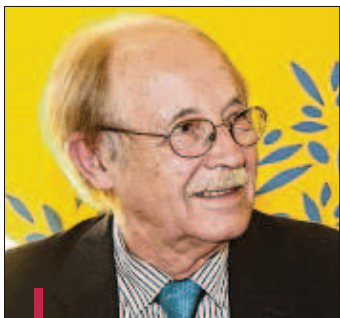


Intercommunalité unique en pays d'Arles : les lignes bougent

Les maires des Alpilles se sont déclarés unanimement favorables à cette idée, en cas de disparition du Département. ACCM aussi. Et Terre de Provence penche pour cette option

Et dire qu'il y a à peine trois ans, la communauté de communes de la vallée des Baux Alpilles (CCVBA) et Terre de Provence votaient contre la création d'un pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) en pays d'Arles. À l'époque, un rapprochement des trois intercommunalités du pays d'Arles semblait un brin utopique. Pourtant, aujourd'hui, après la mise en route de ce fameux PETR en octobre et l'élaboration d'un projet de territoire, les événements s'accélérent. L'idée d'une interco unique semble même avoir fait son chemin. Car les élus du pays d'Arles ont pris conscience que "face au spectre de la métropole, il fallait essayer de trouver des solutions", lâche Hervé Chérubini, maire de Saint-Rémy et président de la CCVBA.

Cette métropole Aix-Marseille Provence, personne, ici, n'a envie de l'intégrer. "Pour les petites communes qui y sont, c'est catastrophique", assure Claude Vulpian, président de la communauté d'agglomération ACCM. Mais les vents, depuis l'élection d'Emmanuel Macron, sont contraires. Car en avril, ce dernier, alors candidat à la présidentielle, avait proposé la fusion de la métropole Aix-Marseille et du Département des Bouches-du-Rhône. Quel avenir, dès lors, pour les 29 communes du pays d'Arles? Si les élus ont maintes fois répété leur attachement à la collectivité présidée par Martine Vassal, il a bien fallu se rendre à l'évidence. À terme, le Département peut disparaître. Et "soit on va tous dans la métropole, soit on hérite



Les présidents des trois Agglos du pays d'Arles ouvrent la porte à une intercommunalité unique.



/PHOTOS L.P.

"La viabilité de la chose est clairement confirmée."

HERVÉ CHÉRUBINI

des compétences départementales, indique Hervé Chérubini. Mais l'État n'acceptera jamais que cela se fasse avec trois intercommunalités. Il faut une taille critique."

Sous l'impulsion du maire de Saint-Rémy, le PETR a d'ores et déjà acté le lancement d'une étude sur cette question. "On ne passera pas à une intercommunalité unique demain matin, il faut se mettre au travail. Cela va prendre du temps, mais il faut que l'on prépare ce dossier, glisse-t-il. C'est un signal que l'on doit envoyer au gouvernement, aux parlementaires, pour leur dire que l'on est prêt à avancer." Cette initiative, les maires des Alpilles y souscrivent à

100 % (lire notre encadré). "Nous avons une nouvelle fois voulu montrer notre attachement au Département des Bouches-du-Rhône et à sa présidente, Martine Vassal. En effet, certains dans le nord du département ont tendance à évoquer des pistes qui tenteraient à faire croire que nous souhaitons, voire envisageons de quitter le département", souligne Jean Mangion, maire de Saint-Etienne du Grès. Ciblé, Bernard Reynès se défend de lorgner du côté du Vaucluse (lire ci-dessous). Mais Jean Mangion insiste : "L'intercommunalité unique, c'est la seule voie que nous explorerons."

Même son de cloche du côté d'ACCM. "On ne veut pas sortir du Département", affirme son président Claude Vulpian. Mais s'il est supprimé, il faudra "trouver des solutions. Sauf rentrer dans la métropole, c'est notre vision des choses. Si on veut garder nos traditions provençales, il

faut s'organiser entre nous." Réunis en bureau communautaire mercredi, les élus d'ACCM ont officialisé leur position à travers un communiqué on ne peut plus clair (lire encadré). De leur côté, les élus de Terre de Provence, peut-être moins enthousiastes que leurs collègues, ouvrent tout de même la porte à cette intercommunalité unique. "Le souhait des élus de notre Agglo est avant tout de voir perdurer le Département, institution qui a fait ses preuves. Tel n'est pas le cas de la Métropole", tacle Jean-Marc Martin Teissère, président de Terre de Provence. Si d'aventure - et j'insiste sur le si -, pour ne pas entrer dans la métropole nous devons prendre les compétences du Département à l'échelle du pays d'Arles, alors l'éventualité d'une seule intercommunalité sera à étudier."

Et pour les élus, c'est tout à fait possible, à l'image de ce qui s'est fait à Lyon, avec une métropole (le grand Lyon) à côté du département. "On serait un pe-

"L'intercommunalité unique, c'est la seule voie que nous explorerons."

JEAN MANGION

tit département, comme il en existe une trentaine en France", souffle Jean Mangion. "La viabilité de la chose est clairement confirmée, affirme Hervé Chérubini. Même si les dépenses sont lourdes sur le territoire, en face, on nous transférera les recettes." Pour autant, le maire de Saint-Rémy ne met pas la charrie avant les bœufs. "On ne délibérera sur une intercommunalité unique que si l'on a une garantie de l'État de ne pas intégrer la Métropole." Car si le pays d'Arles venait à être absorbé par ce mastodonte après avoir fusionné, il serait encore moins bien représenté que s'il y entrerait en restant organisé à trois intercommunalités! **Christophe VIAL**

LA DÉCLARATION du bureau de la Communauté Vallée des Baux-Alpilles

"Proposer un scénario au gouvernement"

"Le bureau de la Communauté de communes Vallée des Baux - Alpilles souhaite affirmer que la position défendue par notre Président, Hervé Chérubini, recueille l'unanimité sur notre territoire. Nous, élus des Alpilles, demandons que la partie non-métropolitaine des Bouches-du-Rhône puisse choisir son destin et exprimer l'intérêt général de ce territoire. Nous souhaitons rappeler tout notre attachement à notre Département; mais, en cas de disparition de celui-ci, nous ne souhaitons pas intégrer la Métropole Aix-Marseille Provence. Ainsi, nous proposons que, dans le même temps où s'opérerait la transformation de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, le Pays d'Arles s'orga-

nise en une communauté d'agglomération unique à statut particulier, reprenant elle aussi les compétences départementales. (...) Nous souhaitons également affirmer notre volonté de travailler en coopération et en parfaite harmonie avec le Conseil départemental en vue d'anticiper son éventuelle disparition. Nous partageons le constat de Martine Vassal sur la nécessité d'éviter les approches jacobines, où l'État pense la réforme à la place des collectivités. C'est pourquoi, nous devons, ensemble, proposer un scénario au gouvernement élaboré dans la concertation et respectueux de chaque territoire composant le Département : la Métropole et le Pays d'Arles."

LE COMMUNIQUÉ D'ACCM

"Faire évoluer notre PETR"

"Après les annonces du président de la République relatives à la nouvelle organisation des territoires et de son souhait de voir fusionner la Métropole Aix-Marseille avec le département des Bouches-du-Rhône, nous voulons réaffirmer notre volonté de rester dans le département des Bouches-du-Rhône, et d'engager toutes les actions pour démontrer notre capacité à faire évoluer notre PETR en une seule intercommunalité à l'échelle du pays d'Arles qui nous permettra de reprendre les compétences du Département si sa fusion avec la métropole Aix-Marseille a lieu. De plus, nous nous félicitons que les maires de la communauté de communes de la Vallée des Baux se soient exprimés aussi en ce sens. Afin de garder cette unité, nous demandons au président du PETR d'engager cette démarche afin de donner sens à cette volonté commune d'avoir créé le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural."

ENTRE LE VAUCLUSE, LE GARD RHODANIEN ET LE NORD DES BOUCHES-DU-RHÔNE

L'ombre d'une nouvelle métropole ?

Le député de la XV^e circonscription des Bouches-du-Rhône et ex-maire de Châteaurenard Bernard Reynès est-il isolé, dans cet épineux dossier que constitue l'avenir institutionnel du pays d'Arles? Critiqué pour avoir évoqué dans nos colonnes un éventuel rapprochement avec le Sud Vaucluse et le Gard rhodanien, il a tenu à mettre les points sur les "i". "Je me suis battu pendant des années pour ne pas rentrer dans le Grand Avignon, je veux rester dans le département, assure le député. Il s'agit d'identifier quelques dossiers à partager avec une partie du Gard et le Vaucluse, pas plus, comme la liaison Est-Ouest ou le MIN. Pas de créer une nouvelle structure." Et sur les nouvelles structures justement, Bernard Reynès tempère fortement sur la question d'une intercommunalité unique. "On met la charrie avant les bœufs, il ne faut surtout pas afficher cela en préalable", juge-t-il, tranchant ainsi avec les positions affichées par la CCVBA, ACCM et, dans une moindre mesure Terre de Provence. S'il n'exclut pas complètement cette hypothèse, l'élu indique qu'il examinera le ré-

sultat complet de l'étude commandée avant de se prononcer.

En attendant, il était tout de même lundi, à Avignon, pour écouter le député (LREM) Jean-François Césarini exposer les grandes lignes de la mission parlementaire dont il doit être le rapporteur, et qui consiste à faire le bilan des métropoles existantes et réfléchir à comment créer des territoires attractifs dans les espaces interstitiels, autrement dit à côté des métropoles. Exactement le cas du Vaucluse, du Gard rhodanien et du nord des Bouches-du-Rhône, coincés entre les métropoles d'Aix-Marseille et de Montpellier. Depuis la création du réseau French Tech, une coopération existe déjà entre ces territoires, mais peut-elle préfigurer l'ombre d'une nouvelle métropole? Un projet pour aller plus loin commence à émerger. Il s'agit pour l'heure d'une association dont le territoire porterait le nom de "Grand Delta" qui réunirait 16 EPCI, huit agglos et huit communautés de communes de Nîmes à Apt en passant par Alès et Arles.

Pour Jean-François Césarini, ce projet

n'est pas celui d'une future métropole. "On ne veut pas intégrer les métropoles de Marseille ou Montpellier ce n'est pas pour en créer une et ajouter une strate au mille-feuille". Pour le député LREM d'Avignon, il s'agit d'une "mise en réseau de moyens, d'une mutualisation dont le but est de renforcer des coopérations sur des thématiques comme le transport et la logistique, la culture, l'agriculture... Donc, au lieu de signer des contrats de ville, nous, on essaie de faire des coopérations horizontales. C'est le sens de l'histoire. Et, c'est le seul moyen pour ne pas se faire happer par les métropoles qui veulent être les plus grosses possible et auxquelles l'État donne de l'argent qui est surtout destiné à la grande ville".

L'objet de cette initiative "vise à l'analyse des voies de développement et d'organisation possibles pour le tissu de villes moyennes et d'espaces plus ruraux situés entre les grandes Métropoles et qui concerne particulièrement le Grand Delta, résume le Grand Avignon, très impliqué dans ce projet. L'objet principal de cette association sera de repérer et d'inclu-

ber les actions communes".

L'asso aura comme objectif premier de faire émerger et reconnaître la pertinence du Delta rhodanien afin de répondre aux enjeux communs d'aménagement, de développement, de rayonnement et d'attractivité de ce territoire; de détecter les domaines où la coopération peut être un multiplicateur de développement, pour faire ensemble mieux et à moindre coût, ce que chaque territoire intercommunal seul ne peut faire ou ferait moins bien et à un coût plus élevé mais aussi de... préfigurer la forme et l'organisation de coopérations à long terme la plus adéquate pour mettre en œuvre les actions de coopération. Si le terme métropole n'apparaît pas, cela pourrait y ressembler. D'où la méfiance de Nora Mebarek, vice-présidente d'ACCM. "Nous ne sommes fermés à aucune coopération mais si l'objet de cette association devait évoluer vers la préfiguration d'une métropole diffuse, je pense que ce n'est pas le moment. Et manifestement le député Césarini est plutôt sur cette idée de métropole diffuse..."

Ch.V. et M.T.